



À Monsieur Gregory Emery, Directeur Général de la Santé  
À Madame Isabelle DE GUIDO, Cheffe du bureau alimentation et nutrition, DGS

*Objet : protection des écoles dans les territoires viticoles et registre des cancers*

Monsieur le Directeur Général,  
Madame la Cheffe de bureau,

Lors de la rencontre du 14 octobre 2022 entre l'AMLP et la DGS, nous vous avons alertés concernant les attentes des populations riveraines, en particulier dans les régions viticoles. Cette fois, c'est avec les associations qui organisent l'étape du Tour de France de Secrets Toxiques en Gironde que nous revenons vers vous.

L'étude Géocap-agri, menée par des scientifiques de l'Inserm au sein du laboratoire CRESS (Inserm/Université Paris Cité) en collaboration avec Santé Publique France, montre une association entre le risque de développer une leucémie de type « lymphoblastique » et l'étendue de la surface couverte par les vignes, dans un périmètre de 1000 mètres autour de l'adresse des enfants. « Ce risque augmente de façon modérée en fonction de la densité de surface couverte par les vignes : en moyenne pour chaque augmentation de 10 % de la part couverte par les vignes dans le périmètre de 1000 mètres, le risque de leucémie lymphoblastique augmente de près de 10% » (1). Ce lien entre exposition aux pesticides et leucémies avait déjà été mis en évidence chez les enfants de professionnels après exposition pendant la grossesse, ainsi qu'en cas d'exposition domestique.

L'enquête Pestriv permettra nous l'espérons, de mieux connaître les déterminants de l'exposition, ainsi que l'effet de la distance sur l'exposition des riverains. En attendant ses conclusions est-il possible de ne rien faire ? Est-il souhaitable d'entretenir l'idée que chaque étude scientifique n'induit que la nécessité d'études complémentaires ?

Nous pensons qu'il est possible d'avancer dans deux directions :

- **la protection des populations riveraines en priorisant la protection des écoles**

Face au risque cancérigène identifié par Géocap Agri chez les enfants, auquel s'ajoute celui de troubles portant sur le processus de développement neurologique, il faut réduire au maximum l'exposition environnementale aux agents déjà identifiés (de nombreux pesticides sont des

cancérogènes suspectés et des PE). Nous demandons aux pouvoirs publics de faire passer un message simple : Géocap constitue un signal supplémentaire, et la société estime que la protection des enfants est une priorité. Réduire leur exposition dans leurs lieux de vie est possible, par le passage au bio de toutes les parcelles qui entourent les établissements sensibles, particulièrement les écoles, en s'assurant d'une distance de non-traitement aux pesticides de synthèse de 150 m à 200 m. Paradoxalement la crise de la viticulture, en particulier bordelaise, ouvre des possibilités. Surproduction et détérioration de son image imposent une réaction à laquelle de nombreux viticulteurs sont déjà prêts.

**- la création d'un registre national des cancers de l'adulte.**

C'est un autre enseignement de l'étude Géocap : sans registre national des cancers de l'enfant celle-ci n'aurait jamais vu le jour. Comme exprimé dans la PPL (proposition de loi) visant à mettre en place un registre national déposée par la sénatrice Nadia SOLLOGOUB le 7 juin 2023, le potentiel des registres est « sous-exploité, notamment dans la connaissance des liens entre cancer et environnement » et « le panorama actuel fourni par les registres ne permet pas de dénombrer ni de localiser *exactement* les cas de cancers en France », « cette couverture imparfaite introduisant des biais dans la connaissance des cancers ». Le HCSP et l'Académie de médecine s'étaient exprimés auparavant (2) et (3) : il n'est pas déraisonnable de penser qu'un large consensus soit possible sur cette question.

**Nous espérons que notre démarche, qui fait suite à celle qui avait conduit l'AMLP à solliciter ces études épidémiologiques il y a presque 10 ans, retienne votre intérêt. Nous sommes à votre disposition pour débattre de nos arguments et nous l'espérons, avancer concrètement sur ces deux questions.**

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

*Pierre-Michel Perinaud, administrateur Secrets Toxiques, et président AMLP, 06 31 23 66 72*

*Henri Plandé, président APHG, 06 13 11 25 00*

*Cyril Giraud, relai local de GF Bdx, 06 76 14 77 66*

(1) communiqué de presse Inserm du 18 octobre 2023.

(2) HCSP, Registres et données de santé - utilité et perspectives en santé publique, 14 septembre 2021

(3) Rapport Registre des cancers. Les cancers en France : vers un registre national de fonctionnement centralisé. 7 décembre 2021